



Le droit à la retraite en danger :
Face à une mobilisation très forte, le gouvernement reste sourd. Les raisons d'une bataille plus idéologique qu'économique, les solutions de financements.... Regards croisés sur une bataille d'avenir dans notre dossier.

page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 852

5 juin 2008

prix : 0,70 €



Retraites, écoles, Port autonome....
LES LUTTES S'AMPLIFIENT !

■ A LA HUSSARDE !

Le gouvernement refuse d'entendre la colère sociale, une stratégie... de classe.

P 2

■ SAINT-JOACHIM

La nouvelle majorité décide d'arrêter les travaux en centre ville pourtant déjà votés. Habitants et élu(e)s de gauche se mobilisent.

P 3

■ AMBROISE CROIZAT

Michel Etiévent publie un ouvrage biographique sur Ambroise Croizat. L'occasion de revenir sur la mise en place du programme du CNR et de droits sociaux aujourd'hui menacés.

P 6

■ LA PÊCHE EN PÉRIL

Elu au Croizic, Patrick Hamon témoigne des difficultés graves qui poussent les pêcheurs à se mobiliser et les menaces qui pèsent sur une profession aujourd'hui menacée.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Divorce ?

Si Nicolas Sarkozy n'en est pas à sa première expérience, il se dit dans les milieux «bien informés» qu'il y a de l'eau dans le gaz entre le Président et son Premier ministre. «**Soit j'attends de me faire virer, soit je pars sur un désaccord de fond**» aurait confié ce dernier à des journalistes du Monde. Affaire à suivre....

Union pour la chute

Si rien ne semble simple entre Nicolas Sarkozy et son premier ministre, une chose est sûre, tous deux s'accompagnent sans rivalité dans la chute de popularité suivant le sondage IFOP publié dans le Journal du Dimanche. **Nicolas Sarkozy atteint même son record avec 64% d'opinion défavorable. Au mois prochain, pour de nouvelles cotes...**

Tout va bien

C'est en appliquant la méthode Coué que le chef de l'Etat pense pouvoir continuer à encourager les Français. Pourtant, à la lecture des différents indices à la consommation, les réalités ne sont pas aussi gaies. **C'est ainsi que la consommation des ménages, a encore chuté de 0,8% en avril traduisant une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des Français.**

Vous avez dit pluralisme ?

Devant le refus des médias de donner la parole au Parti Communiste Français, Marie George Buffet s'est inquiétée du manque de pluralisme dans les médias. **La secrétaire nationale du PCF a mis cette interrogation en relation avec la crise actuelle dans la presse et les médias, mais aussi avec la volonté de mettre en place un système bipartisan pour favoriser une alternance PS-droite en privilégiant les deux grands partis et les «extrêmes».**

Les réalités en face.

Le gouvernement a beau dire que la situation n'est pas si mauvaise que cela, la situation faite à des millions de retraités est édifiante sur la «nouvelle pauvreté».

Le minimum retraite est aujourd'hui dans notre pays à 628 ? mensuels. **1 million de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté, 6 millions d'entre eux ne touchent que le SMIC... Et pendant ce temps là, les exonérations des cotisations patronales s'élèvent à 27 milliards d'euros pour l'année passée...**

L'offre raisonnable ?

A quelques jours du bac de philo, les chômeurs mais au-delà les salariés sont amenés à réfléchir aux nouvelles dispositions des droits des chômeurs qui dorénavant devront accepter une offre raisonnable c'est-à-dire une offre d'emploi payée moins cher que l'emploi précédent et mobile géographiquement sous peine de se voir supprimer leurs allocations. **C'est en tout cas la définition pour le patronat et le gouvernement d'une nouvelle régression sociale que les syndicats n'ont absolument pas qualifiée quant à eux de raisonnable.**



Point de vue

Mireille PERNOT



L'Education nationale est en danger ! En battant le pavé depuis plusieurs semaines, parents d'élèves et enseignants sont amenés à hausser le ton face à la surdité du gouvernement. La colère, la détermination qui est la leur, est à la hauteur de l'importance des problèmes posés, des attaques contre notre système scolaire.

Parce que la fragilisation des effectifs, des carrières des enseignants visent à passer d'une ambition éducative de haut niveau à un système basé sur l'acceptation des inégalités et la mise en concurrence, ce n'est pas le principe de réformer l'école qui est mis en cause par les manifestants mais bien le choix d'en faire une machine à exclure. Prétendre que la suppression de 80 000 postes d'enseignants dans les années à venir, ne pose aucun problème est une absurdité qu'enseignants et parents d'élèves ne peuvent accepter. L'hypocrisie atteint son

comble, quand la suppression de la carte scolaire ou le retour des programmes plusieurs décennies en arrière sont présentés comme des solutions pour résoudre les inégalités.

Celles et ceux qui sont dans l'action, récusent les réponses régressives du gouvernement. Face aux dangereux projets éducatifs défendus par Darcos, la mobilisation engagée est une œuvre de salut public. Et si elle a l'audace d'engager le débat sur une transformation progressiste de l'école, elle peut contribuer à la

nécessaire construction d'un projet alternatif de société.

Dans la rue avec les enseignants et les parents d'élèves, les élus communistes sont à leurs côtés pour porter dans les institutions, l'exigence d'une école répondant aux enjeux

Celles et ceux qui sont dans l'action récusent les réponses régressives du gouvernement

de notre époque. C'est en ce sens qu'à Rezé par exemple, les élus communistes ont été à l'origine d'un vœu adopté par la majorité de gauche du Conseil municipal pour s'opposer aux fermetures de classes et aux suppressions de postes dans l'Education nationale.

Le mouvement autour de l'école actualise cette pensée de Victor HUGO : «Ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons».

Une politique menée à la Hussarde

Nous vivons une époque formidable. Alors que des centaines de milliers de manifestants sont dans l'action depuis des semaines, qu'il s'agisse des enseignants, des salariés en lutte contre la réforme des retraites, des personnels des ports, le gouvernement semble avoir l'ouïe déficiente ! Si l'on en juge par la puissante journée de mobilisation syndicale du 22 mai contre son projet sur les retraites, il n'est que de voir l'attitude du premier ministre et du ministre du travail se contentant de se féliciter du succès du service minimum dans les transports qui «a permis de limiter les perturbations». Une semaine plus tôt, Nicolas Sarkozy avait réagi de la même manière, ignorant les motifs du mécontentement, à la grève dans l'éducation.

Le discours, au fond est le même, il consiste à justifier «l'impérieuse nécessité des réformes en cours» tout en prétendant être ouvert à la concertation avec les organisations syndicales. Une concertation en trompe l'œil puisqu'au fond, il ne saurait pour le pouvoir, être question de remettre en cause l'essentiel des «réformes». Il en est ainsi de l'allongement, à compter de 2009, de la



durée de cotisation à 41 ans ou de la suppression de dizaines de milliers de postes dans l'Education nationale, sans parler de l'ensemble de la fonction publique. Quittes à être impopulaires, le chef de l'Etat et son gouvernement entendent passer en force sur le front de l'ensemble des réformes en cours. Un autre exemple significatif : alors que les personnels et les organisations syndicales de l'ANPE et de l'Assedic dénoncent depuis des mois, le projet de fusion des deux organismes et les risques encourus par les chômeurs, le gou-

vernement entend passer à la hussarde au prétexte de favoriser ainsi «le retour à l'emploi». De fait, il s'agit d'exclure des dispositifs d'indemnisation de nombreux chômeurs et de mettre à la disposition des employeurs une main d'œuvre bon marché.

Mais il est une dimension que le pouvoir a tort d'ignorer, c'est que le mécontentement porte en germe l'exigence d'autres choix. La gauche aurait tout à perdre à «jouer la montre» dans l'attente de 2012.

De vous à moi...

Doit-on voir la bataille qui se prépare au Parti Socialiste autour de la succession de François Hollande comme une simple et seule question d'héritage ? Non, de drôles de jeux sont en train de se construire sur le dos de la gauche qui risque de se réveiller demain, si elle n'y prend garde, avec la gueule de bois.

Nous assistons à l'évidence à une bataille de celui ou celle, qui briquant la première place du parti de la rue de Solferino, se placera le mieux devant les caméras de télévision aux heures de grande écoute, pour parler de son livre dernièrement édité mais toujours avec le soin d'éviter de parler de ce qui inquiète les Français, c'est-à-dire de leur quotidien, de leur avenir.

D'un côté, Ségolène Royal qui selon ses propres termes veut devenir «la chef du parti» regarde toujours avec la même tentation vers le MODEM, de l'autre Bertrand Delanoë qui se dit lui-même «socialiste ET libéral». Et... pour les deux, un point commun : aucune perspective autre qu'un socialiste à la «Blair» n'émerge d'un parti socialiste en crise avec sa propre identité.

Ainsi, celle qui faisait hier de doux yeux vers sa droite, se trouve aujourd'hui offusquée des propos de son challenger, lequel se disait hier inquiet des mêmes dérives de sa camarade «rivale». Dans ce drôle de jeu, c'est avant tout la gauche qui est pénalisée parce qu'elle parle à droite.

Tout s'explique ainsi quand les parlementaires socialistes sont, dans le même temps, à la recherche d'un dangereux compromis avec les amis de Nicolas Sarkozy sur une réforme des institutions qui auraient pour finalité d'asseoir de nouvelles règles d'un fonctionnement démocratique contestable. Je crois vraiment qu'il est utile et indispensable de ne pas laisser à d'autres les clés de notre avenir.

Y.C

**VITE LU
VITE DIT**

Fête de l'Humana

Comme chaque année la Fête de l'Humanité ouvrira ses portes les 12, 13 et 14 Septembre au Parc départemental de la Courneuve. La Loire-Atlantique y sera bien représentée avec le stand de la Fédération du PCF «La Table de l'Atlantique»



Un nouveau pont sur la Loire

Début des travaux pour la construction du pont sur le bras de Loire de Pirmil qui reliera Beaulieu à Malakoff

Régions

L'UMP passe à l'offensive en publiant un «livre noir» présentant un bilan prétendu «catastrophique» des régions gérées par la gauche. Jacques Auxiette, Président de la région Pays de la Loire voit dans l'initiative un «Livre noir de l'Union des Menteurs Professionnels».

Nouveau procès pour l'attentat de Pornic

Un premier verdict, jugé clément, avait vu l'acquittement de 3 militants nationalistes bretons soupçonnés d'avoir participé aux attentats sur les Mcdo-nald's de Pornic, Quervert et celui (raté) contre un bureau de poste de Rennes. Le parquet général ayant fait appel, un nouveau procès aura lieu en octobre à l'encontre de 3 militants présumés de l'ARB (Armée Révolutionnaire Bretonne) pour ces mêmes attentats.

■ Saint-Joachim : Eviter l'irréparable

«Il est encore temps d'éviter l'irréparable», c'est le titre du tract distribué dans la commune de Brière à l'initiative de l'association «Saint-Joachim Solidaire et Citoyenne» et des cinq élus d'opposition qui donnaient un conférence de presse samedi 24 mai 2008.

Faisant signer une pétition, ils alertent les Briérons sur le gâchis que représente la décision de la nouvelle municipalité d'arrêter les travaux de la place de la Commune de Paris et de la Halle du marché. «Le marché et le commerce de proximité sont vitaux pour notre commune» affirme Brigitte Aoustin, présidente de l'Association, qui ne veut pas voir Saint-Joachim transformée «en une commune dortoir, une annexe de Trignac ou de Saint-Nazaire». «Avec la restructuration de l'entrée nord, ces investissements sont les derniers travaux importants d'un centre bourg qui s'est beaucoup transformé, amélioré et revivifié au cours des dix dernières années» souligne Jean-Yves ROMAND. Ils représentent un investissement de 2 561 000 euros TTC subventionnés à 52 % (plus d'un million d'euros).



C'est «à la surprise générale, le 18 mars, au lendemain des élections municipales, que la nouvelle majorité a décidé, d'enterrer ce projet simplement parce qu'il n'était pas le sien» s'indigne Yann PERON, l'architecte qui souligne que 14 entreprises étaient déjà à pied d'œuvre ou avaient planifié leurs interventions. «Pour certaines d'entre elles – c'est le cas de mon cabinet- ce chantier représente 30 à 40% de leur chiffre d'affaire annuel». 70 emplois sont directement concernés. «Pourquoi un tel revirement, pourquoi un tel gâchis alors que l'aban-

don de la troisième tranche d'aménagement du centre bourg n'a jamais été évoqué lors de la campagne électorale ? La liste adverse n'en n'a jamais parlé ni dans les réunions publiques, ni dans ses circulaires officielles» remarque, choqué, Marc JUSTY. C'est d'autant plus incompréhensible que si le chantier est définitivement arrêté et remplacé par un autre projet (chiffré à 500 000 euros hors taxes par la nouvelle majorité lors du dernier Conseil municipal), la perte des subventions acquises, le paiement des honoraires

dûs aux bureaux d'études et les indemnités que réclameront les entreprises lésées «coûteront au moins aussi cher à la commune que l'investissement initialement prévu». «En cas d'abandon, les Briérons paieront l'équivalent d'un an d'impôt local et rien n'aura été réalisé» regrette Jean-Yves ROMAND. Impensable pour les élus de l'opposition pour qui «il est encore temps de revenir sur la décision» et d'organiser «un débat avec l'ensemble des élus du Conseil municipal et les intervenants du chantier pour sortir de l'impasse».

■ Surenchère autour du projet de nouvel aéroport

Après la déclaration d'utilité publique, les opposants au nouvel aéroport jouent la surenchère.

Alors que les élu(e)s locaux centristes ne s'étaient pas opposés à la mise en œuvre du projet, le Modem a désormais choisi de rejoindre le camp des irréductibles opposants à un projet qu'ils qualifient désormais «d'ineptie».

Pour marquer leur différence, les élu(e)s nantais Benoit Blineau et Isabelle Loirat s'affichent soucieux de mettre un terme au survol de Nantes par les avions. Ils proposent donc de construire une «piste de confort» pour «optimiser Nantes Atlantique».

La proposition provient en réalité d'un rapport proposé récemment aux collectivités locales par un cabinet d'expert en transport (ESG Infra) basé au Caire. Ne restaient donc aux élu(e)s MODEM qu'à s'emparer de cette opportunité.

Auparavant, les Verts,

constants, eux, dans leur opposition s'étaient à nouveau invités dans le débat en s'attaquant violemment à l'édition d'Avril de Nantes-Passion Les Verts qualifiant donc de «Propagande», «mensonge», et «flagrant déni de démocratie» le dossier consacré à l'aéroport dans la revue dont le directeur de publication n'est autre que... Jean-Marc Ayrault.

Des termes lourds de sens mais qui, pour Jean-Philippe Magnen, président du groupe vert nantais ne serait «qu'un grain de sable dans le contrat de coopération». Gageons que l'élu vert qui prétendait dans la campagne municipale avoir avec le PS «une gauche d'avance» essaie d'innover. De là à considérer la «propagande», le «mensonge» et le déni de démocratie comme un simple grain de sable...

Pour l'heure, le débat pourtant capital sur le projet aéroportuaire régional semble surtout aviver les excès.

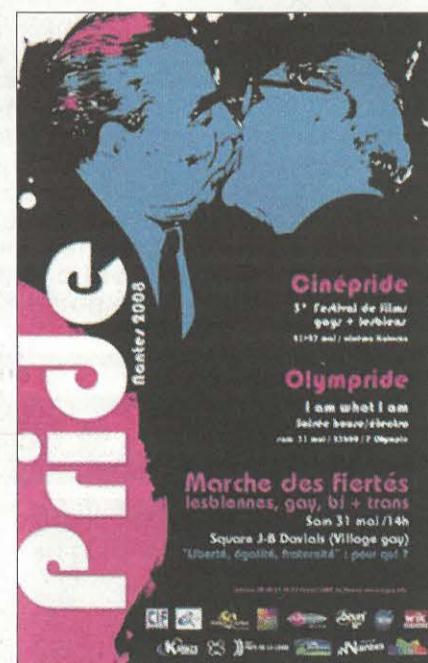
■ Liberté, égalité, fraternité : pour qui ?

"Liberté, égalité, fraternité : pour qui ?"

Chaque année, les campagnes de lutte contre l'homophobie connaissent leur dénouement le 17 mai avec la tenue de la Journée internationale contre l'homophobie, journée non reconnue officiellement par le gouvernement. Les actes homophobes ne font d'ailleurs l'objet d'aucun recensement statistique public de la part du gouvernement, à la différence des actes racistes ou antisémites.

Pour cette quatrième édition, l'accent a été mis sur le sexisme et sur la lesbophobie, sur le rejet et la haine dont sont victimes les lesbiennes, doublement discriminées, comme femmes et comme homosexuelles.

Beaucoup de personnes sont incapables de vivre leur orientation sexuelle, la vivent difficilement ou adoptent des modes de vie pour se protéger. L'association «SOS homophobie» publie un rapport qui met en exergue la violence de la haine homophobe qui continue de s'exprimer en France : 14 meurtres homophobes au cours des 6 dernières années ont été recensés ; plus de deux agressions physiques par semaine signalées à l'association. Le fort taux de suicide des personnes LGBT est d'ailleurs significatif à cet égard. Par ailleurs, l'édition 2008 des Marches des Fiertés Lesbien, Gaies, Bi et Trans du 31 mai à Nantes avait pour



thème «Liberté, égalité, fraternité»: pour qui ?». Les communistes y ont participé parce que l'émancipation humaine et l'égalité des droits font partie intégrante du combat communiste ; ils ont fait leur la lutte contre les discriminations LGBT. Ils partagent le combat des personnes LGBT qui ne se contentent pas d'un statut de sous-citoyennes, qui refusent qu'on les traite comme des êtres aux pratiques «inférieures» par rapport à la norme hétérosexuelle et patriarcale, et qui entendent faire respecter leurs justes revendications pour l'égalité pleine et entière.

Le dossier.

Le droit à la retraite en danger

Le pouvoir de droite veut démanteler la protection sociale



700 000 manifestants dans toute la France le 22 mai. Le gouvernement semblait chercher l'épreuve de force, elle est désormais engagée.

L'union syndicale a porté ses fruits puisque la CFDT était présente pour cette deuxième journée de mobilisation.

Pourtant, en 2003, c'est ce même syndicat qui avait porté un coup dur au mouvement en acceptant la première réforme Fillon qui avait

conduit à l'allongement de la durée de cotisation de l'ensemble des salariés à 40 ans.

Le gouvernement avait donné le ton immédiatement en prévenant qu'il n'y avait aucune négociation possible sur la durée de cotisation qui passerait à 41 ans. **Dès lors, c'est la foule des grands jours qui a arpenté les rues de Nantes et Saint-Nazaire dans une masse compacte de manifestants déterminés.**

Les salariés du public, déjà mobilisés contre les suppressions de postes de fonctionnaires mais aussi de nombreuses entreprises privées.

La nouvelle étape d'allongement de la durée de cotisation, inique, ne répond à aucun impératif en terme de financement.

Il s'agit, pour le gouvernement, de porter à nouveau un coup au système solidaire de protection sociale. La droite sait qu'il faut aller vite, 5 ans, c'est court pour travailler au démantèlement de l'ensemble des droits sociaux.



Cela indique en tout cas le degré de riposte et de mobilisation nécessaire pour par-

forcer politiques de gauche. Cela explique peut être le bon accueil réservé aux mili-

« La droite sait qu'il faut aller vite pour travailler au démantèlement de l'ensemble des droits sociaux »

venir à faire plier le gouvernement. Dans cette bataille, les salariés mobilisés doivent pouvoir compter sur les

tants communistes qui distribuaient un tract proposant des solutions alternatives. **Le PCF proposant d'appli-**

quer aux revenus financiers des entreprises le taux de cotisation des salaires (20 milliards d'euros/an) et une modulation des cotisations patronales pour inciter les entreprises au développement des emplois et des salaires. Le gouvernement restant sourd à la colère sociale et aux propositions alternatives, rendez vous est donné pour le 17 juin pour défendre les retraites et les 35 heures elles aussi, attaquées.



Claude Pondemer

Responsable du collectif national des retraités PCF

L'allongement de l'espérance de vie ne rend-il pas « incontournable » les 41 ans de cotisations ?

Cette affirmation est une double imposture. La première est de prétendre que cela renflouera les caisses de retraites. **Tant qu'on n'obligera pas le patronat à maintenir sans discrimination les salariés dans l'emploi jusqu'à 60 ans, retarder l'âge de la retraite ne fait que multiplier le nombre de salariés**

n'atteignant pas les droits à l'ouverture d'un taux plein. On est déjà passé de 37,5 à 40 ans et cela ne répond en rien au financement des retraites.

La seconde est que cette mesure est un véritable recul de civilisation.

Un « Retraité » ce n'est pas seulement un salarié « au rebut » ou un être humain en fin de vie. C'est aussi et ce sera de plus en plus, un acteur de la vie sociale, économique, politique, culturelle, devenu indispensable à l'équilibre et à l'épanouissement de notre communauté humaine. Amputer la part des richesses qui lui revient hypothèque sa vie mais aussi l'avenir et la stabilité de la société

« Une réforme efficace imposerait une contribution pérenne et plus juste des profits patronaux »

tout entière.

Mais on nous dit « avoir 65 ans aujourd'hui ce n'est pas comme en 1945 ! »

C'est évident et c'est heureux... mais la productivité du travail, les taux de profits, les dividendes aux actionnaires, les rémunérations des patrons, les enflures boursières, tout cela non plus n'est pas « comme en 45 ».

Entre la résorption du chômage, le prélèvement sur les profits financiers jusqu'alors exonérés d'un côté et la régression sociale de l'autre, tout est question de choix politiques.

La réforme du financement de la protection sociale est une nécessité : Elle sera moderne et efficace si ensemble, salariés et retraités, nous imposons une contribution pérenne et plus juste des profits patronaux.

Ils ont dit :



Delphine Langlet
Ouvrière agricole

dente. L'alternative sera donc le travail jusqu'à 65 ans ou le minimum vieillesse. Autrement dit, alors que les jeunes sont bien souvent confrontés à la précarité, on fait peser sur eux la crainte

« La réforme privera une génération du droit à la retraite »

Etudiante salariée, j'ai multiplié les emplois précaires, à 23 ans, rentrant sur le marché du travail, les CDI se font rares. Même avec la situation actuelle, j'ai peu d'espoir d'avoir droit à une retraite à taux plein. **La réforme proposée par le gouvernement, dans les faits, privera toute une génération du droit à la retraite dont a bénéficié la génération précé-**

retraite sont révoltantes. **Plus généralement, la droite s'en prend aux droits sociaux de l'ensemble des générations. J'espère que la mobilisation sera à la hauteur des attaques. C'est un enjeu d'avenir !**

Jean-Yves Romand

«Jeune» retraité de La Poste

Je suis un jeune retraité. J'ai pu bénéficier de la retraite à 55 ans. Cela fait 3 ans que j'ai cessé mon activité de postier. Quand j'ai été embauché, j'entendais dire : « **la retraite se gagne** ».

Beaucoup, qui partaient en ce temps là, à 65 ans, en profitaient si peu ! Après, on nous a dit : « **la retraite se mérite** ». Mis à part les régimes spéciaux, gagnés de haute lutte, elle « **se méritait** » alors à 60 ans et permettait à beaucoup de prendre un nouveau départ dans la vie, de nouvelles responsabilités politiques, culturelles, associatives... Aujourd'hui, le discours c'est « **Travaillez plus longtemps et vous bénéficierez d'une retraite à taux plein** ». Plus longtemps, qu'est ce que

cela veut dire ? 41 annuités, 42 ou 43 comme d'autres pays l'ont déjà fait ?

« C'est d'autant plus intolérable que les richesses produites dans le pays ont été multipliées par deux en 40 ans »

intolérable que les richesses produites dans le pays ont été multipliées par deux en 40 ans et qu'elles doubleront de nouveau d'ici 2040.



Menacés de faire la queue aux restos du cœur, s'ils n'ont pas assez cotisé, nos enfants seront-ils obligés de travailler quasiment toute leur vie comme le faisaient nos parents ? **« Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère »** disaient les manifestants à Saint-Nazaire. C'est ça la génération Sarkozy ? C'est d'autant plus

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Se serrer la ceinture

En annonçant vouloir supprimer la majoration des allocations familiales à 11 ans, le gouvernement entend une fois de plus **réaliser des économies sur le dos des familles modestes**. La branche famille de la Sécurité sociale est véritablement considérée comme une simple variable d'ajustement budgétaire.

+58%

Voilà des chiffres qui devraient, si besoin était, encourager les revendications salariales. Le journal l'Expansion révèle que **les revenus des patrons du CAC 40 ont bondi de 58% en 2007**.

Airbus

Le journal «Les Echos» de la mi-mai indiquait que le groupe n'excluait pas la possibilité **d'augmenter le temps de travail dans ses usines**. La direction a qualifié cette information de «pure spéculation».

Une première !

Il y a presque un an jour pour jour, les responsables d'Airbus coupaient le ruban inaugural de leur usine près de Pékin sur fond d'inquiétudes quant aux transferts de technologies. **Une autre usine aéronautique a ouvert ses portes en ce début de mois en Chine. Mais celle-là est 100% chinoise**. La China Commercial Aircraft, basée à Shanghai, doit produire des avions d'au moins 150 places d'ici 2020. Objectif : concurrencer Airbus et Boeing sur un marché chinois en pleine expansion.

Fusion ASSEDIC/ANPE

Un rapport de l'Inspecteur général des Affaires Sociales préconise que cette fusion doit permettre «un saut qualitatif dans le service rendu». **Il suggère entre autre, d'augmenter le nombre de chômeurs accompagnés par les cabinets privés**.

29 mai

Les salariés de l'Association nationale de Formation Professionnelle des Adultes étaient en grève pour dénoncer le transfert au 1^{er} janvier 2009 **du financement de l'AFPA aux régions** qui choisiront les organismes formateurs sur appels d'offre, alors que l'organisme était jusque là financé par subventions publiques.

Bilan social

A peine deux mois après l'annonce de **948 millions d'euros de résultat net et le versement d'un dividende de 141 millions d'euros** à sa tutelle, l'Etat, La Poste présente un bilan social qui affiche **moins 7100 emplois permanents au compteur**.

De nouveau dans la rue

La CGT, la FSU et Solidaires se sont déclarées favorables à **une nouvelle journée d'actions des fonctionnaires dans la semaine du 9 juin**, au moment où le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires sera présenté à l'Assemblée nationale.

18 juin

Appel à la grève dans l'audiovisuel public pour «sauver le service public audiovisuel», contre la suppression de la pub sur France Télévisions.

Pénitentiaire

Les travailleurs sociaux d'insertion et de probation grondent contre les réformes de leurs statuts en cours, et notamment **le manque de moyens pour mener à bien leur mission de suivi des personnes condamnées** qui ne cessent d'augmenter.

Pour une école de la réussite !

De nombreuses écoles publiques de notre département (plus de 100 écoles occupées le 24 mai) arborent des banderoles exprimant la mobilisation qui ne cesse de grandir : **«Non aux mesures Darcos... Non à la fermeture de classe... Oui, à la réforme ! Non aux démantèlements... Le même temps scolaire pour tous les enfants... Non à l'école machine à laver... Nous nous battons pour un FUTUR Avenir et non pour un FUTUR ANTERIEUR...»**

Les parents d'élèves et les enseignants ne lâchent pas prise. Pour la 3^{ème} fois en dix jours, le 24 mai, ils se mobilisent pour faire reculer les projets rétrogrades du gouvernement qui justifie toujours moins d'enseignants, des programmes aux rabais et une privatisation rampante de notre système éducatif. Ils étaient 15 000 devant la préfecture de Nantes, sous une pluie battante, à exiger le retrait des mesures Darcos.

Le Président et son ministre de l'Education nationale ont provoqué une situation de conflit en prévoyant, dans le budget pour 2008, la suppression de 11 200 postes - la plus grande saignée dans la fonction publique ; la modification à la va-vite des programmes scolaires sans évaluation sérieuse ou la suppression de l'école le samedi matin. Cette précipitation et cette absence de concertation provoquent la colère des enseignants et de nombreux parents que la majorité présidentielle ne pourra ignorer indéfiniment.

Les annonces budgétaires pour les prochaines années confirment que cette politique de régression en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique et d'autres moyens pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.



La colère gronde dans les écoles

Depuis le début de l'année scolaire, l'Education nationale est dans l'œil du cyclone. Les annonces se multiplient : 11 200 suppressions de postes pour la rentrée 2008 (80 000 prévus en cinq ans), version pathologique du devoir de mémoire, attaque sur la laïcité, service minimum d'accueil, suppression du samedi matin avec pour conséquence 24h pour tous les enfants et 2h de plus pour les élèves en difficulté. Et comme s'ils n'étaient pas assez coupables d'être en difficulté, on instaure le stage de rattrapage pendant les vacances. Pour couronner le tout, le Ministre de l'Education Darcos impose les nouveaux programmes inspirés de ceux de 1923. Quel progrès !

Le contentieux, entre le ministre et les enseignants s'alourdit au fur et à mesure de la mobilisation.

Le 15 mai, 300 000 manifestants. Réponse du président : mise en place du service minimum d'accueil par voie législative. Le 18 mai, 45 000 manifestants à l'appel de la seule le FSU. Réponse du ministre Darcos : mise en place d'un pôle national de remplacement. Si ce gouvernement pense démobiliser en restant sourd et inflexible, il se trompe.

Il ne s'agit plus d'un simple problème entre les enseignants et leur ministre de tutelle mais d'une inquiétude grandissante entre un ministre et un président d'un côté, les parents et les enseignants de l'autre. L'inquiétude et l'a



colère s'étend. De plus en plus d'écoles sont occupées.

Ce qui arrive à l'école n'est qu'un aspect de la politique du gouvernement. La volonté est de réduire les services publics à la portion congrue. La RGPP (révision générale des politiques publiques) en est l'arme de guerre pour arriver à cette fin. On en voit déjà les conséquences aux travers des annonces sur l'hôpital la justice, la culture...

L'école est un enjeu pour l'avenir bien trop important pour la sacrifier sur l'autel des économies sans discernement. Les enseignants et les parents réclament 200 postes pour la Loire-Atlantique et le retrait des mesures DARCOS.

C'est ensemble et maintenant que nous devons réagir par ce que c'est de l'avenir dont il s'agit.

Marcel Le Bronze
Secrétaire de l'UL
FSU de Saint-Nazaire

Stratégie extrêmement dangereuse

C'est ainsi que le Syndicat CGT qualifie la situation chez Aker Yards lors du débrayage intersyndical du 22 mai dernier devant les Chantiers avant d'aller rejoindre la manifestation pour la défense des retraites. «Oui, dangereuse, tant sur le contexte social qu'économique».

La commission européenne a donné son feu vert à la prise de participation du Chantier naval de Corée du Sud, STX, sur le norvégien. Les conditions d'une concurrence libre et non faussée sont à ce prix ! Les coréens sont donc depuis le 5 mai dans le capital d'Aker Yards, les craintes for-

mulées par les syndicats sur les possibles risques de pillage du savoir faire ou des technologies deviennent de réelles menaces. Et ce ne sont pas les différences annonces, comme celle d'un nouveau portique pour 2010 - en remplacement de l'actuel qui atteindra sa limite d'âge d'ici peu - ; ou la présence d'une femme d'affaires française au Conseil d'administration

d'Aker Yards ; ou encore le carnet de commandes qui affiche complet jusqu'en...2010 ; qui vont rassurer **les salariés des Chantiers nazairiens, inquiets des menaces que fait peser cette opération sur l'avenir de l'industrie navale française.** Quand le PDG du groupe STX considère qu'il sera essentiel de «permettre de créer de la plus-value pour les

actionnaires et d'améliorer la compétitivité», cela ne fait qu'en rajouter à leurs interrogations. Car en termes de partie de Monopoly, ils connaissent et elle continue. La Holding norvégienne Havyard Invest a annoncé son intention de vendre ses parts qui pèsent 10% du capital. C'est toujours le marché de la finance au détriment d'une réelle stratégie industrielle.



Evénements, culture, idées.

Michel ETIÉVENT

Ambroise CROIZAT ou l'invention sociale

Syndicaliste, communiste, A. Croizat est le ministre qui a mis en œuvre le programme social du CNR : la Sécurité sociale mais aussi les comités d'hygiène et de sécurité et les allocations familiales.

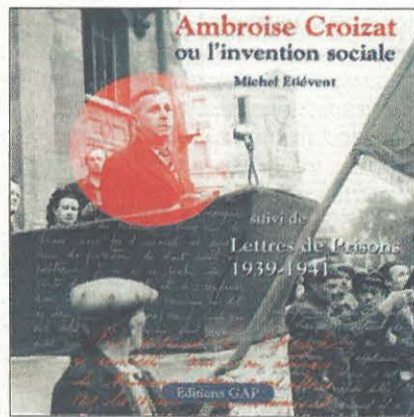
"Redonner à la nation sa grandeur et aux travailleurs la place qu'ils méritent par leur effort et leur sang versé, telle sera notre tâche. Les larmes et la mort n'auront pas été vaines. Elles accoucheront d'une France nouvelle. Celle des nationalisations et de la sécurité sociale." Ces mots, prononcés en mai 1943, peu après que les députés communistes du "chemin de l'honneur" ont été libérés du bague de Maison-Carrée, à Alger, sont d'Ambroise Croizat. Amaigri, usé par deux années d'enfermement et d'humiliation, il rejoindra avec ses compagnons l'Assemblée consultative du Comité français de libération nationale créé par De Gaulle en Algérie libérée.

C'est sur ces bancs, où se côtoient résistants et parlementaires, que vont prendre chair les grandes inventions sociales ébauchées dans le programme du Conseil national de la Résistance. Entre autres, la Sécurité sociale que ce syndicaliste, fils de petit manoeuvre savoyard, va bâtir dans l'enthousiasme de la Libération. L'article 14 du programme du CNR l'énonce de manière lumineuse : "Nous, combattants de l'ombre, exigeons un plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils seraient incapables de se les procurer par le travail, avec gestion par les intéressés et l'État."

Sur les pas du CNR, Ambroise a tous les atouts pour prendre en charge l'immense chantier de ce qu'il appelait "le système

le plus juste, le plus humain, basé sur une vraie solidarité nationale et qui permet de garantir à tous une véritable protection sociale".

Enfant, il a partagé les grandes grèves de 1906, suivies par le père pour arracher les premiers balbutiements de la protection sociale. Tour à tour député de Paris sous le Front populaire, secrétaire de la Fédération des métaux CGT, il a bataillé dans les usines et à l'Assemblée pour donner à la France d'en bas, ses plus belles conquêtes sociales : les conventions collectives, les quarante heures et



un système d'assurances sociales de haut niveau pour les métallos.

Nommé, en 1944, Président de la commission du Travail à Alger, il conçoit, à la tête d'une équipe de résistants, de mutualistes et de syndicalistes, les grandes lignes du projet qui aboutira aux ordonnances d'octobre 1945 portant création de la Sécu. **"Une seule chose doit nous guider, annonçait-il à chaque réunion du groupe de travail, mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec le rejet, la souffrance et l'exclusion."**

Ce principe, puisé aux sources du CNR, il le reprendra à la tête du ministère du Travail où il est

nommé en novembre 1945. La charpente posée, il faut maintenant bâtir. Deux années d'acharnement où un peuple entier va construire le socle d'une protection sociale enviée par toutes les nations de l'époque. Parce que là est bien l'exception française énoncée par Croizat : **"Seule la gestion par les travailleurs de leur système de sécurité sociale permettra l'accès à tous d'une véritable politique de santé publique"**, affirmait-il devant une droite rétive le 21 mai 1946 à l'Assemblée nationale. Et l'invention fécondera longtemps.

En deux ans, fort d'un puissant rapport des forces (5 millions d'adhérents à la CGT, 29 % des voix au Parti communiste), il imposera les mots nouveaux du dictionnaire de dignité du CNR : médecine du travail, allocations familiales, statut des mineurs, comités d'entreprise, généralisation des retraites, formation professionnelle, comités d'hygiène et de sécurité, maladies professionnelles, etc. Un fabuleux cortège de lois qui fondent l'identité nationale d'un pays.

Il a à peine cinquante ans quand la maladie le ronge. En octobre 1950, à quelques jours de sa mort, le dernier discours de celui qu'on surnommait "le ministre des travailleurs" a encore la couleur du futur : **"Jamais nous ne tolérerons qu'un seul des avantages de la Sécurité sociale soit mis en péril. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès."**

Michel Etiévent,
"Ambroise Croizat ou l'invention sociale"
Editions GAP, 185 pages, 22€
+ 3,5€ de port

LIRE

Extérieur pluie

L'auteur, Axiur – bien connu des communistes nantais sous le prénom de Jean-Michel – explique : «à 19 ans, j'ai fait mon sac et je suis parti arpenter les routes d'Europe. J'ai vécu de toutes sortes de jobs, fréquenté des milieux divers, découvert des cultures variées. De retour sur Nantes, j'ai des milliers de choses

à exprimer. Je me suis essayé à la peinture, sans grand succès. Je suis beaucoup plus à l'aise avec les mots».

Bonne trouvaille que ce titre, «Extérieur pluie», qui fait un plan-séquence de sa vision cinématographique de l'univers de la rue où la pluie joue sa musique sur le pavé, apportant l'inconfort mais aussi une marque toute particulière, habituelle pour ceux qui hantent nos rues, la nuit, quand portes et fenêtres sont closes. Il scénarise, met en lignes, crée un monde, un univers dont lui seul a les clés. Il accomplit cet acte généreux, propre à tous les écrivains dignes de ce nom : le partage avec ses tripes et avec son cœur, pour offrir aux lecteurs, qui vont avec lui pénétrer ce monde, les éclairages, les sens cachés.

En choisissant un SDF comme héros, il nous invite à parcourir la ville. Lors de cette longue nuit, sous la pluie, Axiur nous donne une formidable leçon d'humanité. Il nous ouvre les yeux si, comme beaucoup, on n'a jamais connu la faim, réelle, celle qui vous tenaille, qui vous rappelle à votre condition mortelle et qui vous fait baisser les yeux devant les repus. On a guère idée de ce que peut-être la vie d'un SDF. La rue, la quête des cartons pour la nuit, les rondes du SAMU social, les refuges où vous vous faites dépouiller du peu qui vous reste de votre ancienne vie. Axiur ne s'appesantit certes pas sur tous les détails, mais à la lecture de cette grosse nouvelle, on les ressent néanmoins au plus profond de soi. Un petit livre, mais une grande leçon d'humanité.

Axiur, «Extérieur pluie», 2007, Ed. Société des Ecrivains, 54 p., 10€.



VOIR...



A la rencontre de la Loire

Du jeudi 5 au dimanche 15 juin 2008, la 2ème édition de la biennale des Rencontres du fleuve, festival itinérant des arts et de l'environnement, anime six ports de Loire-Atlantique – Varades, la Chapelle-Basse-Mer, Nantes, Couëron et

Paimboeuf – proposant, au fil des villes escales, des découvertes originales, des spectacles et des loisirs nautiques.

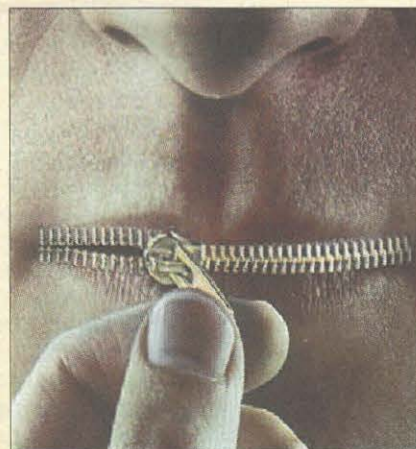
Du samedi 7 et dimanche 8 juin, l'escale nantaise se déploie autour de l'île de Nantes. On y fêtera le premier rassemblement de la batellerie de Loire et des bateaux classés monuments historiques de la région. Avec plus de 25 reconstitutions vikings: artisans, marins et combattants.

MÉDIAS

Pluralisme : Le PCF interpelle les médias

«Pourquoi le Parti communiste n'a-t-il plus sa place dans les médias aujourd'hui ?». Devant un récent Conseil national du PCF, Marie-George Buffet s'est inquiétée du manque de respect du pluralisme dans les médias : «Est-ce le résultat des élections qui n'est pas entré dans le paysage tel qu'il était dessiné par avance ? Est-ce parce que le résultat contredit ceux qui ont en tête une fois pour toutes que le Parti communiste est enterré ? Est-ce le fait que nous prenions des initiatives, que nous ayons des élus pour le faire, gêne ? ».

Force est en effet de constater que le PCF n'a quasiment plus



aucune place dans les médias TV. Et ce n'est guère mieux sur l'Internet. Pour Yahoo-Actualités, qui compile des dépêches d'Agences, le PCF ne compte plus comme force politique indépendante. Il est noyé dans une rubrique «extrême-gauche» fai-

sant surtout la part belle à la LCR et à son porte-parole devenu le chouchou des médias.

Pour la Secrétaire nationale du PCF, il faut mettre cette observation en relation non seulement avec la crise actuelle dans la presse et les médias, mais aussi avec la volonté de mettre en place un système bipartisan pour favoriser une alternance droite-PS, en privilégiant les deux «grands» partis et les «extrêmes».

«On ne peut laisser faire, estime M-G Buffet. Dans les manifestations sur les retraites, j'ai été beaucoup interpellée sur ce point». Elle propose donc de mener campagne, et dans un premier temps, de questionner les responsables des médias, «sans esprit vindicatif et en défenseurs de la pluralité de l'information».

près de vous

Hôpital de Nantes

Les pouvoirs publics conduisent les hôpitaux à la faillite

Depuis quelques semaines, la presse se fait l'écho de la crise au CHU de Nantes. Une crise liée à un déficit financier préoccupant qui a entraîné la démission du Directeur général. Une partie importante de ce déficit budgétaire est directement imputable à la « sous dotation chronique » des Pouvoirs Publics, a noté Raymond LANNUZEL lors du dernier Conseil d'administration. « Comment peut-il en être autrement quand le CHU reçoit 97 euros de l'Etat pour des actes évalués à 100 euros ?... Comment ne pas rapprocher ce qui se passe à Nantes de la réforme globale de l'hôpital annoncée par le chef de l'Etat et développée lors d'un récent déplacement dans les Vosges ? » a poursuivi l' élu nantais. L'objectif, à terme, des économies exigées « qui seront lourdes de conséquences tout à la fois pour les soins et pour les personnels », est de conduire les hôpitaux à la faillite pour faciliter leur privatisation.

Trignac

La résidence «Les Amarres» inaugurée

« Notre objectif est de garantir l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées » annonce Sabine MAHE en coupant le ruban d'inauguration de la nouvelle réalisation en compagnie de Jacques CHARLIN, Président de l'association « Voir ensemble » qui est gestionnaire du site. La résidence permet d'accueillir 13 personnes à temps plein et six personnes de jour. Les Amarres, c'est également 14 emplois créés.

Parc régional de Brière

Nouveau CA et nouveau bureau

Après les élections municipales et cantonales, le Conseil d'administration du Parc naturel régional de Brière qui rassemble 18 communes, a élu son nouveau bureau. Si Michèle PICAUD a été confirmée dans ses responsabilités de Présidente de la commission culture, Roger DAVID et Jean-Louis Le CORRE qui n'ont pas été élus à l'Exécutif du Parc ont regretté que le canton de Montoir n'y soit plus représenté car cela permettait de tisser un « lien opportun entre l'activité industrielle en bord de Loire et le marais de Brière ».

ADECR

Stage le mercredi 18 juin

En collaboration avec le CIDEFE, l'Association départementale propose une soirée de formation tirant les premiers enseignements des trois premiers mois de mandat. Rendez vous le 18 juin 2008 de 17h00 à 22h30 à l'auberge « Le Caméléon » au lieu dit « Le Point du Jour » à Savenay.

L'invité

■ Pêcheurs

Profession en péril

Il y a tout juste 6 mois, Nicolas Sarkozy, promettait aux marins pêcheurs du Guilvinec, la garantie d'un prix du gazole limité. Il assurait qu'il allait revoir le système des quotas. Une fois de plus, les belles promesses du Président de la République n'ont pas été tenues. Le litre du gazole qui était à 40 centimes en novembre 2007, se rapproche aujourd'hui des 80 centimes. « Nous sommes KO technique » déclare Hugues AUTRET, secrétaire du Comité des Pêches du Croisic. Les matelots en ont marre des promesses du Ministre BARNIER. Ils demandent juste à vivre décemment de leur activité et de pouvoir éviter le surendettement. Des mesures doivent être rapidement prises pour stopper la spéculation sur le prix du gazole. Sur un baril à 135 dollars, les économistes estiment, en effet, que la spéculation explique près de 40% du prix du baril. Tous les professionnels s'accordent à dire que le plan du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche qui octroie 310 millions d'euros d'aides sur 2 ans au lieu de 3, 22 millions d'aides d'urgence et 10 millions d'aides sociales ne suffira pas à sauver durablement la pêche française. Et même si les pêcheurs restent divisés sur la suite à donner à leur mouvement, ils vont être tous attentifs à la date du 15 juin : date à laquelle les aides promises doivent être versées. D'autant que la grogne gagne toute l'Europe pour obtenir un gazole euro compatible (prix unifié au niveau européen) et une gestion raisonnable des quotas. Nous devons les soutenir car leur combat est le nôtre nous qui connaissons un gazole à 1,40 euro le litre à la pompe et un fuel domestique à 1 euro. **Se lever tôt le matin comme le font quotidiennement les pêcheurs ou travailler plus pour gagner plus ne suffira pas, en Sarkoland, pour faire vivre nos familles !**

Patrick Hamon, Conseiller municipal du Croisic



Patrick Hamon
Conseiller municipal du Croisic

L'activité

■ Ports

Roger David soutient les salariés en lutte

« En total désaccord avec le projet de privatisation des Ports Autonomes, services publics de l'Etat » Roger DAVID informe, dans un communiqué de presse, qu'« il soutient l'action engagée par le personnel pour s'opposer à cette orientation ». Cette « réforme portuaire » souligne le Conseiller général du canton de Montoir de Bretagne « répond aux seuls intérêts des armateurs et chargeurs, mais n'apportera aux salariés, rien d'autre que précarité, bas salaires, menaces renforcées pour leur statut et dégradation des conditions de travail ». Les ports français ont besoin d'investissements publics pour se développer, se moderniser et s'adapter à l'évolution des trafics, poursuit l' élu qui note qu'en ce qui concerne « le Port de Nantes et Saint Nazaire, l'Etat, les collectivités territoriales et les intercommunalités sont impliquées ». Soutenir la lutte des personnels des ports autonomes, c'est l'intérêt national et européen car il s'agit aussi de garder la « maîtrise publique de nos approvisionnements, de nos échanges et des risques » occasionnés par l'augmentation continue du trafic maritime.

■ Rezé

La ville accueille des étudiants palestiniens

Les élus communistes de Rezé se sont félicités de la signature d'une convention entre leur ville, l'Université de Nantes et Consulat de France à Jérusalem. Elle permettra d'accueillir à Rezé de jeunes étudiants palestiniens de l'université d'Al Quds, « aujourd'hui traversée par le mur de la honte » et avec laquelle va coopérer l'Université de Nantes. Autre symbole dans cette signature, selon Annie FRETIN, « c'est que nous adoptons cette délibération 60 ans après la création du nouvel Etat d'Israël... une espérance et une reconnaissance pour ceux qui créèrent cette nation... une catastrophe et une humiliation pour ceux qui perdirent leur terre, leur maison, leur pays. » Cette ambivalence, insiste la Conseillère municipale, persiste plus que jamais aujourd'hui et « la plaie suppure au cœur du Proche-Orient ». Dans ce contexte, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, « les paroles et les actes de paix ont tous leur importance ». Il est plus que temps, a souligné l' élue communiste, « que les Nations Unies assument leur vocation, que les Etats-Unis cessent d'instrumentaliser Israël pour affaiblir le tiers monde... que l'Europe affiche une ambition de paix pour la région ».



■ Natura 2000 en mer

Christian Saulnier « On ne pourra bientôt plus toucher un brin d'herbe sans se faire sanctionner ! »

Après avoir sollicité l'avis des élus sur la délimitation des périmètres des sites Natura 2000, le gouvernement leur demande maintenant de prendre position sur des propositions de périmètres de sites Natura 2000 en mer. Localisés « dans et autour de l'estuaire de la Loire », ils concernent une zone d'activités et de développement économique capitale pour la Région. Si tout le monde convient qu'il est nécessaire, voire vital de protéger l'environnement et la biodiversité, cette accumulation de textes, de recommandations et autres directives « risquent de faire de certains territoires des réserves « exotiques » où l'on ne pourra bientôt plus toucher un brin d'herbe sans se faire sanctionner ! » a regretté Christian SAULNIER. « ... Au titre de la Directive Habitats, il



faut préserver le grand dauphin, le marsouin commun et le saumon atlantique, ... au titre de la Directive Oiseaux, il faut prêter la plus grande attention au cormoran huppé au Fou de Bassan et à la mouette tridactyle, mélanocéphale et pygmée... mais n'oublions pas que sur les rives de l'estuaire il y a aussi et surtout des hommes, des femmes qui vivent, qui ont besoin de nourrir leur famille, d'avoir un toit et un emploi » a-t-il rappelé. Le Président du groupe communiste de Saint-Nazaire a terminé en mettant les points sur les i « Le Grenelle de l'Environnement, l'a montré une fois de plus, c'est le capitalisme financier qui produit la crise écologique en même temps qu'il produit la crise sociale. Ce modèle et son mode de croissance sont totalement incompatibles avec la préservation de la planète et si on veut vraiment avancer dans la protection de l'environnement, c'est eux qu'il faudra mettre en cause. »

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Mercredi 4 Juin

Réunion des communistes de Couëron et de Savenay

Jeudi 5 Juin

Réunion de bilan de la Fête des Nouvelles, **jeudi 5 juin**, salle Léon Mauvais à Trignac à 18h30

Lundi 9 Juin

Réunion des communistes des quartiers nord de Saint-Nazaire à 18h00 à la Section.

Mardi 10 Juin

Assemblée générale des communistes de Trignac à 18h00, salle Dulcie September

Jeudi 12 Juin

Assemblée générale des communistes de la section de Nantes À 18H30 à la Fédération.

Jeudi 12 Juin

Assemblée générale des communistes de la section de Nantes À 18H30 à la Fédération.

Lundi 16 Juin

Assemblée générale de la section de Saint-Nazaire à 18h00, salle de l'Agora

Le Mouvement de la Paix contre le salon de l'armement d'Eurosatory.

La France a le triste privilège d'accueillir de nombreux salons d'armement, notamment celui d'Eurosatory qui se tiendra du 16 au 20 juin à Villepinte en Seine Saint-Denis.

Si Paris et sa région organisent une contre manifestation dans la capitale, le Comité nazairien du Mouvement de la Paix, projette de dénoncer ce salon de la honte, à Saint-Nazaire même, d'une part en diffusant des informations sur l'industrie et le commerce des armes et, d'autre part, en proposant une pétition pour obtenir l'interdiction en France de tels salons de l'armement.

Offrant des systèmes et matériels, en avant première mondiale, ces salons, non seulement entretiennent les conflits et s'inscrivent dans une logique de guerre, mais ils représentent une véritable insulte aux besoins économiques et sociaux de la planète.

C'est pourquoi, le Comité nazairien du Mouvement de la Paix, appelle toutes les associations et toutes les personnes à titre individuel, qui s'inscrivent dans le mouvement pour le désarmement et pour le développement, à participer à cette campagne, avec un temps fort à la mi-juin.

Les Jeunes Communistes renouvellent leurs directions

L'Assemblée nationale des animateurs (ANA) des jeunes communistes s'est tenue les 23, 24 et 25 mai à Paris. Cette initiative annuelle est un moment de rencontre, de construction collective dans le cadre des orientations du Congrès, et sur la base de l'activité dans les départements. Ce sont donc plus de 200 délégués venus de toute la France qui ont défini des batailles pour de nouveaux droits pour les jeunes : plus de droits à la citoyenneté chez lycéens, droit à un bon cadre de vie chez les jeunes des quartiers populaires et plus de droits et de pouvoirs dans l'entreprise pour les jeunes travailleurs et tous les salariés. L'ANA est aussi un moment de renouvellement de notre Conseil national à hauteur de 20%. Dans notre département, Juliette Bisson siègera au Conseil national de l'Union des étudiants communistes, Pedro Maia, Manuel Blasco et Benjamin Filliatre (qui remplace Alain Bourdeau) siègeront au Conseil national de la JC.

La cellule Angella Davis fête la victoire de la gauche au Cellier

Traditionnellement, la Cellule Angella Davis des communistes du Cellier, organise une journée familiale et festive au début de l'été, avant les vacances. Cette année, pour fêter la victoire de la gauche aux dernières élections municipales sur la commune, notre camarade Patrice CHAPEAU, un des artisans majeurs de cette victoire et Président de l'Association «Le Cellier Autrement» a souhaité que cette initiative réunisse très largement celles et ceux qui ont contribué à faire passer la ville à gauche.

Les adhérents communistes et l'ensemble des sympathisants et de leur famille sont donc cordialement invités à participer à cette petite fête qui se tiendra comme à l'habitude chez Michel et Françoise BONIDAN aux Relandières le :

Samedi 21 Juin à partir de 12H30

Pour s'inscrire :
Patrice CHAPEAU, Les Grottes 44850 LE CELLIER
Michel BONIDAN Les Relandières 44850 LE CELLIER

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Nécrologie

La section de la Basse Loire du PCF a perdu son camarade Donatien Hauray.

Pour tous ceux qui le connaissaient, il laisse un souvenir inoubliable et un modèle d'abnégation et de militantisme.

Il était engagé au sein de la CGT dont il fut dirigeant dans son entreprise mais aussi dans l'activité sportive laïque sur la commune de Couëron où il s'activa fortement au sein de l'Amicale laïque.

Donatien voulait confirmer toutes ses activités en leur donnant un sens politique. En tant que membre du Parti Communiste Français, il fut élu au sein de la municipalité couëronnaise de 1959 à 1983. A ses enfants et toute sa famille, nous confirmons dans ses moments difficiles toute notre amitié et notre soutien.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF et les Nouvelles de Loire Atlantique s'associent à la section de Basse Loire pour adresser à la famille de Donatien et à ses proches leurs plus sincères condoléances.



Comme le dit l'expression, la meilleure défense c'est l'attaque, lors de son Assemblée nationale des animateurs, la JC a donc décidé de lancer une

campagne qui permette aux jeunes d'être de véritables acteurs de la construction de l'alternative. Car les jeunes sont les premières victimes du programme de rénovation

ultramoderne (sic) de la droite, car entre la réforme LMD, la loi Fillon, la LRU, le CPE et le rapport Pochard, la droite a trouvé dans la jeunesse un de ses punching-ball favori. Si Sarkozy et Fillon avaient présenté Rocky VI au festival de Cannes, ils auraient obtenu la palme d'or ! Il paraît que c'est vachement moderne de casser l'éducation nationale et de précariser, bah oui, ils le font dans tous les autres pays alors on va aussi le faire en France. Mais voilà, la France c'est rien qu'un pays de faïnénants, de manifestants et de grévistes, il y en a toujours qui n'acceptent pas de rentrer dans le rang. Et ils sont de plus en plus



Par Ulysse HUMBERT

nombreux. Les JC font partie de ceux-là, de ceux

qui pensent que l'on peut encore mener des politiques volontaristes qui permettent aux lycéens d'exercer leur citoyenneté sur leurs lieux d'études, de permettre aux jeunes d'être réellement autonomes vis à vis de leurs parents grâce à une allocation autonomie pour les étudiants, une allocation pour la recherche d'un premier emploi, un droit au logement par la mise en place d'un service public de l'habitat, une sécurité sociale qui rembourse à 100% pour permettre à tous de se soigner... Eh oui, si la modernité, c'est cogner pour apprendre à la fermer, on préfère être des ringards !